

Alain Madelin contre les choix du ministère de l'Intérieur:

«Stopper la machine infernale de cette consultation sur l'islam»

Alain Madelin, président de Démocratie libérale, candidat à l'élection présidentielle, prend fermement position contre la «consultation», lancée par le ministère de l'Intérieur, destinée à créer une instance représentative de l'islam en France. **Après les attentats du 11 septembre, vous estimez que la «consultation» doit être interrompue. Pourquoi?**

Ce qui est grave, c'est de voir le ministère de l'Intérieur et les plus hautes autorités de la République engagés dans un processus — en soi, une bonne chose — qui revient actuellement à légitimer des organisations prônant soit un islam politique incompatible avec notre conception de la laïcité, soit un fondamentalisme identitaire rejetant toute intégration. Le processus engagé par Jean-Pierre Chevènement en 1999, poursuivi aujourd'hui et légitimé même par le président de la République et le Premier ministre, comporte de graves vices de construction dénoncés par des autorités religieuses incontestables, favorables à un islam intégré à la République. En continuant, on prépare dans la plus grande opacité une instance représentative au travers d'une procédure dite «démocratique» qui repose en fait sur le nombre de mètres carrés des lieux de culte des uns ou des autres. Ce qui peut donner les clés de l'islam de France aux mouvements les plus radicaux. Le président de la République et le Premier ministre sont face à une responsabilité historique: stopper la machine infernale de cette pseudo-consultation.

En deux ans, personne n'a jamais vu un tel danger... A l'origine, Jean-Pierre Chevènement avait pris l'initiative d'une consultation sur la base d'une déclaration de principe qui, disait-il, «ne pouvait faire l'objet d'aucune négociation». La réalité est tout autre. A la demande de l'Union des organisations islamiques de France (UOIF, tendance Frères musulmans), le ministre a non seulement changé le titre de la déclaration mais, surtout, supprimé la mention reconnaissant sans restriction «le droit de toute personne à changer de religion». Or, pour nombre d'organisations et de personnalités représentant l'islam modéré, c'était une question clé. En outre, la charte était à peine signée qu'elle était remise en cause par l'UOIF, qui en a contesté le principe de base — séparation de la sphère privée et publique — en expliquant qu'il



«L'Union des organisations islamiques de France prône une société qui constitue la négation même de la République.»

appartenait à la France de changer sa conception de la laïcité car il n'est pas question pour l'UOIF de «cantonner le champ religieux à la sphère privée». On a ainsi assisté à une lente démission de la République. On a même vu le conseiller du ministre de l'Intérieur cautionner le Congrès annuel de l'UOIF en avril 2001, devant une assemblée où les femmes en foulard étaient séparées des hommes, où se succédaient les discours disant qu'il est hors de question de séparer islam et politique et revendiquant le port du foulard. Ce même conseiller avait dit dans une autre enceinte que l'islamisme intégriste s'expliquait par «l'attitude hégémonique et hostile d'un Occident dominé par l'idéologie totalitaire des Etats-Unis et de l'empire libéral!»

Les pouvoirs publics devraient donc sélectionner leurs interlocuteurs?

On a fait fausse route en cherchant à créer une sorte de «syndicat représentatif» de l'islam de France à partir des lieux de culte, sans vraie réflexion et sans vraie considération sur la nature de cet islam. L'UOIF

prône une société qui, dans sa dénonciation du modèle occidental, constitue la négation même de nos valeurs et de la République. De même, le Tabligh (mouvement piétiste d'origine pakistanaise) pratique, dans les quartiers, un prosélytisme intensif et utilise des méthodes d'endoctrinement qui, à l'instar des sectes, s'appuient sur l'organisation de la fatigue physique des adolescents et la «répétition mentale». Et ce n'est pas un hasard si le Tabligh — en France ou à l'étranger — est à l'origine de beaucoup de vocations terroristes. Lorsque de telles organisations sont reçues à l'Elysée ou à Matignon, elles en ressortent légitimées et voient leur autorité renforcée au grand dam des musulmans modérés.

On dirait que vous avez des doutes sur la capacité de l'islam à s'adapter...

Pour avoir étudié à fond cette question depuis longtemps, je crois qu'il est possible d'associer islam et modernité et droits de l'homme. Mais, dans la respiration historique de l'islam aujourd'hui, ce n'est pas chose facile et la France a un rôle à jouer pour favoriser un islam modéré, qui se marie avec les valeurs de la République et qui fasse école ailleurs ●

Recueilli par DANIEL LIGHT